OEA/Ser.W

CIDI/INF.393/20

4 novembre 2020

Original: anglais

**Conseil interaméricain pour le développement intégré (CIDI)**

**Thème : L'innovation et la technologie au service de la diversification et de la résilience de l'économie**

**Document de réflexion**

**17 novembre 2020**

**INTRODUCTION**

La réunion du Conseil interaméricain pour le développement intégré (CIDI) examinera le rôle que l'OEA peut jouer pour soutenir les efforts des États membres de l'OEA visant à diversifier leurs économies et à remédier à leurs vulnérabilités, qui se sont aggravées à la suite de la pandémie de COVID-19. En particulier, les interventions mettront en évidence l'importance de connecter les communautés et les entrepreneurs avec des pistes économiques durables et axées sur l'innovation. Le renforcement et l’articulation des capacités en matière d'innovation et de technologie, le soutien des échanges de connaissances, les bonnes pratiques et le mentorat, de même que la construction de liens entre l'éducation et l'économie font partie des objectifs des programmes de renforcement des capacités de la Commission interaméricaine de la science et de la technologie (COMCYT).

1. **Contexte**

Le renforcement de l'écosystème de l'innovation et de l'entrepreneuriat est un élément fondamental pour promouvoir des économies compétitives et inclusives, l'une des lignes stratégiques approuvées par les États membres de l'OEA comme priorité pour le développement intégré dans le Plan stratégique de l'OEA 2016-2020.

Il est largement reconnu que l'innovation est un moteur essentiel de la création de valeur, de la croissance économique et des emplois de qualité, ce qui nécessite une transformation des idées en entreprises prospères avec des ressources et des investissements opportuns. Néanmoins, les indicateurs montrent que la région Amérique latine et Caraïbes (ALC) est à la traîne par rapport aux pays développés et aux autres pays émergents dans ces domaines.[[1]](#footnote-1)/

La situation sera encore plus difficile en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19. Un récent rapport de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) des Nations Unies prévoit que la crise économique et sociale occasionnée par la COVID-19 dans la région ALC entraînera une contraction d'au moins 9,1 % du produit intérieur brut (PIB) de la région.[[2]](#footnote-2)/

La pandémie a exacerbé les inégalités existantes et a creusé les écarts technologiques et sociaux en raison de l'accès limité de certains groupes de la société aux compétences et aux outils nécessaires pour l'économie numérique.

La recherche et le développement (R&D) en pourcentage du PIB est d'environ 0,5 % en Amérique latine et dans les Caraïbes, ce qui est bien inférieur aux normes des pays développés et à celles des pays émergents qui sont passés d'une économie manufacturière conventionnelle à une économie axée sur l'innovation. Le secteur public fournit plus de 80 % des investissements en R&D, qui sont principalement destinés aux universités publiques pour mener principalement des recherches fondamentales (ce qui est important mais n’est pas suffisant pour améliorer la compétitivité). La participation du secteur privé (grandes entreprises et PME) est très faible[[3]](#footnote-3)/.

La connexion de la science, de la technologie et de la R&D avec les marchés reste une tâche en suspens pour les systèmes nationaux d'innovation en Amérique latine et dans les Caraïbes. À quelques exceptions près, le score moyen des pays ALC en matière d'innovation est inférieur de 10 points (ou plus) à leur classement général en matière de compétitivité. Les problèmes présents dans les systèmes nationaux d'innovation de la région se reflètent dans la faible capacité d'innovation de toutes les unités de production et en particulier des petites et moyennes entreprises (PME). Par conséquent, la région LAC a un besoin urgent de promouvoir la collaboration et les partenariats entre les parties prenantes des universités, de l'industrie et des gouvernements pour renforcer leurs capacités. En particulier si l'on considère l'impact attendu des technologies transformatrices comme l'intelligence artificielle, les mégadonnées, les nouveaux matériaux et la bio-ingénierie.

L'indice de compétitivité mondiale 2019 du Forum économique mondial produit un classement moyen de 90 sur 141 pour les pays de la région ALC. La plupart d'entre eux sont restés stagnants ces dernières années, et aucun n’a véritablement pris la tête du peloton. Les pays les mieux placés sont le Chili (33), le Mexique (48), l'Uruguay (54), la Colombie (57), le Pérou (65), le Panama (66) et le Costa Rica (62). Seuls quatre pays des Caraïbes sont pris en compte dans cet indice. Certaines des principales recommandations pour la région soutiennent la diversification des économies en dehors des produits de base afin de développer une main-d'œuvre plus qualifiée pour l'économie du XXIe siècle et la 4e révolution industrielle. Une mission importante consiste à traiter les questions liées à la répartition et à l'inégalité des revenus.[[4]](#footnote-4)/

L’Indice mondial de l’innovation publié par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, l'INSEAD et l’université Cornell souligne que les économies de la région ALC se situent toutes en dessous des 50 premières places du classement de cet indice. Selon cet indice, les faiblesses du potentiel d'innovation de la région ALC résident dans les atouts et les capacités des intrants (ou l’absence de ceux-ci) spécifiquement liés au climat des affaires, au capital humain et au talent, ainsi qu'aux infrastructures qui déterminent la productivité.[[5]](#footnote-5)/

Un récent rapport du Fonds monétaire international a conclu que le succès des économies à forte croissance dépend de politiques mettant l'accent sur l'innovation et la technologie à chaque étape du processus de développement. Cela requiert la diversification des secteurs, des capacités et des atouts commerciaux d'une région.[[6]](#footnote-6)/ Pour être en mesure de soutenir la croissance, un pays doit donc constamment introduire de nouveaux produits et adopter et développer de nouvelles technologies. Pour augmenter durablement la productivité et aspirer à améliorer le revenu par habitant, les pays ont besoin d'innovation (nouveautés en matière d’idées, de méthodes, de processus et de technologies) et de progresser en termes de qualité et de complexité.[[7]](#footnote-7)/

Plusieurs études d'organisations multilatérales s’accordent donc sur les recommandations de politique pour la région ALC. L'accent doit être mis sur la production de biens et de services à valeur ajoutée afin de diversifier les économies à partir d’une croissance portée par les produits de base. Cette mission est encore plus cruciale en réponse à la pandémie et à la nécessité d'une résilience à long terme pour les économies et les sociétés qui adoptent des solutions et de nouvelles opportunités grâce à des technologies transformatrices et des compétences actualisées.

Outre les défis susmentionnés et les nouvelles dimensions qui façonnent les performances économiques, les obstacles au développement dépassent le cadre politique réel et sont liés à tous les facteurs et à toutes les règles, valeurs et orientations qui définissent les interactions entre les groupes d'intérêt et chaque communauté. Il ne faut pas se concentrer uniquement sur les technologies en tant que telles, mais sur les mesures nécessaires pour améliorer la capacité technologique d'une communauté ou d'une région qui dépend de sa capacité d'absorption pour tenter de nouveaux concepts, intégrer et exploiter le progrès technologique. « Les organisations qui soutiennent l'expérimentation, la recherche de nouvelles idées et la découverte de différentes applications de nouvelles idées sont aussi importantes que les technologies elles-mêmes ».[[8]](#footnote-8)/

Chaque pays, région ou communauté crée son propre récit et sa propre appréciation de questions telles que l'innovation, l'entrepreneuriat, la technologie et le développement économique. Ainsi, tous les éléments d'un écosystème doivent être développés pour qu'une région puisse faire des progrès importants. Les structures physiques et sociales peuvent façonner ou entraver l'innovation et le changement. Dans les sociétés où la stratification sociale est rigide, comme c'est le cas dans la plupart des pays en développement, les échanges entre les groupes sociaux et l'élargissement de la base de soutien à de nouveaux acteurs et mécanismes pour influencer les changements de perspectives nécessitent des processus d'apprentissage stimulants parmi les parties prenantes, qui développent des leaders et des personnes d'influence mieux disposés à explorer et à développer de nouvelles opportunités. Il est fondamental de renforcer la capacité d'une communauté à développer des interactions de confiance et de qualité.[[9]](#footnote-9)/

Les économies d'Amérique latine et des Caraïbes ont donc pour tâche permanente d'intégrer, au niveau communautaire, les capacités institutionnelles et les moyens de favoriser l'innovation, la technologie et l'entrepreneuriat, comme moyen de générer des biens et des services à valeur ajoutée et de diversifier les économies à partir d'une croissance portée par les produits de base.

Parmi les risques de l’après-COVID-19 figurent l'impact économique et social sur les États membres de l'OEA, les réductions budgétaires et la capacité limitée des dirigeants à se concentrer sur l'innovation et l'entrepreneuriat au-delà de l'urgence sanitaire et économique.

1. **Pertinence par rapport aux mandats de l'OEA**

La promotion d’économies inclusives et compétitives est l'une des lignes stratégiques du développement intégré qui figurent dans le Plan stratégique intégral de l'OEA [AG/RES. 1 (LI-E/16)]. Cette ligne établit les objectifs suivants :

* 1. Accroître la capacité des institutions des États membres qui contribuent à la mise en œuvre de politiques et programmes favorisant la productivité, l’entreprenariat, l’innovation et l’internationalisation des microentreprises et des petites et moyennes entreprises (MPME), ainsi que des coopératives et autres unités de production.
  2. Accroître la capacité des institutions des États membres qui contribuent à la mise en œuvre de politiques et programmes favorisant la productivité, l’entreprenariat, l’innovation et l’internationalisation des microentreprises et des petites et moyennes entreprises (MPME), ainsi que des coopératives et autres unités de production.
  3. Intensifier la coopération en vue renforcer les capacités des institutions des États membres à assimiler l’innovation et les technologies transformatrices afin d’apporter une valeur ajoutée et de diversifier leurs économies de manière durable et inclusive.

La [Déclaration de Medellin](http://scm.oas.org/IDMS/Redirectpage.aspx?class=XVIII.5%20CIDI/REMCYT-V/dec%20&classNum=1&lang=f) adoptée en Colombie en novembre 2017, intitulée « La science, la technologie et l’innovation en tant que piliers de la transformation dans les Amériques », ainsi que le [Plan de travail de la COMCYT 2018-2020](http://scm.oas.org/IDMS/Redirectpage.aspx?class=XIII.3/CIDI/COMCYT/RPA.doc%20&classNum=4&lang=f), qui a été reconduit jusqu'en 2021 par les responsables de la COMCYT le 15 juillet 2020,fournissent une feuille de route détaillée (comprenant les activités, les dates, les lieux, les sources de financement et les indicateurs permettant de mesurer les progrès et les résultats) pour respecter les mandats et les engagements établis aux termes du [Plan d'action du Guatemala 2016-2020](http://scm.oas.org/IDMS/Redirectpage.aspx?class=XVIII.4%20CIDI/REMCYT-IV/doc%20&classNum=5&lang=f) adopté lors de la quatrième Réunion des ministres et hauts fonctionnaires chargés de la science et de la technologie (REMCYT), qui s'est tenue à Guatemala (République du Guatemala) en mars 2015.

La Déclaration de Medellín a chargé le Groupe de travail 4 « de poursuivre ses travaux relatifs aux programmes de formation à l’intention des professionnels du transfert de technologie dans la région et de renforcer le Pôle de commercialisation et de transfert de technologie pour les Amériques au moyen d’éditions itinérantes dans les pays de la région, en faisant fond sur les capacités des États membres de l'OEA et leur intérêt à parrainer le programme, enfin, de réaliser des ateliers de formation en ligne et des cours de formation adaptés aux besoins et aux technologies de chaque sous-région ».

**Pôle de commercialisation et de transfert de technologie pour les Amériques et plateforme de mentorat COMUNITT**

Le pôle est un programme de mentorat et d'accélération de deux semaines sur le transfert de technologie, la propriété intellectuelle, les brevets, les licences, les prototypes, le marketing, le financement et d'autres aspects pratiques nécessaires pour faire passer les technologies et les solutions de l'idée au marché. Dans le cadre d'un processus concurrentiel, 40 participants sont sélectionnés et ont accès à des experts de haut niveau et à des mentors pour accélérer leur technologie du stade initial à la commercialisation. Le programme est organisé dans le cadre du groupe de travail pour le développement technologique de la COMCYT et bénéficie du soutien du CONACYT du Mexique par l'intermédiaire du Northwest Center for Biological Research (CIBNOR).

Les précédentes éditions du pôle ont eu lieu au Mexique (de 2014 à 2017), au Chili (2018), au Panama (2019), en Colombie (2019) et en Dominique (2020). La prochaine édition est prévue à Lima (Pérou), au cours du premier semestre 2021, en attendant la confirmation et la possibilité de mener l'activité en personne ou en mode virtuel en fonction de l'évolution de la pandémie de COVID-19.

La Dominique a accueilli le premier pôle d'entrepreneuriat et d'innovation dans les Caraïbes en octobre 2020. Dans le cadre d'une modalité hybride virtuelle/présentielle, le pôle a aidé 31 entrepreneurs à acquérir des compétences et des outils commerciaux pertinents pour créer des modèles d'entreprise plus résistants et innovants. Pendant le programme, les jeunes entrepreneurs ont été retenus par un groupe diversifié de mentors d'entreprises locales et internationales pour les inciter à accélérer 7 projets d'entreprises innovantes, se connecter à des expériences entrepreneuriales de pointe, pertinentes et inspirantes et faciliter la mise en réseau. Le pôle était un mécanisme de collaboration avec le Bureau du Premier ministre et le gouvernement du Commonwealth de la Dominique, l'Organisation des États Américains et l'Association de l'industrie et du commerce de la Dominique. Le programme visait à renforcer la capacité des entreprises locales à stimuler l'activité économique et comprenait des contenus et des ressources qui abordaient des éléments importants de l'éducation et de l'innovation entrepreneuriales pour le développement des entreprises et la croissance continue vers la transformation et la résilience numériques.

Le pôle dispose d'un réseau de plus de 300 diplômés de 19 pays des Amériques, qui entretiennent régulièrement des contacts et qui ont exprimé leur intérêt à continuer à apprendre, à collaborer et à bénéficier d’offres de mentorat et de conseils supplémentaires sur l'accélération technologique. Comme indiqué lors de la neuvième réunion de la COMCYT, le Secrétariat technique travaille actuellement à la mise au point d'une plateforme de mentorat virtuel pour compléter le programme du pôle, dénommée COMUNITT, et ce en collaboration avec l'Université de Californie à Riverside et d'autres partenaires du pôle. Cette plateforme prévoit un forum, des articles de référence et d'autres outils, des offres de formation et l'accès à des mentors pour des consultations spécifiques afin d'accélérer les technologies qui cherchent à résoudre les véritables problèmes des communautés des Amériques. Le portail mettra la formation, le mentorat et les outils de collaboration en la matière à la disposition des agents de transfert de technologie, des gestionnaires de pépinières et des professionnels de toute la région.

1. **Objet de la réunion**

La réunion a pour objet d'examiner la mise en œuvre des mandats du CIDI en matière de science et de technologie, en particulier ceux liés à l'innovation et à la technologie pour promouvoir la diversification de l'économie et la résilience.

Cette réunion examinera certains des problèmes ou questions suivants :

* Quelles mesures pourraient être entreprises pour diversifier la base économique des États membres ?
* Comment aider les entreprises à comprendre leurs vulnérabilités, qui incluent les chaînes d'approvisionnement, face aux perturbations et à prendre les mesures nécessaires pour reprendre leurs activités ?
* Quelles sont les approches innovantes qui pourraient être adoptées pour favoriser le développement de la main-d'œuvre, l'investissement technologique, le soutien aux entrepreneurs locaux et l'expansion des actifs économiques conventionnels ?
* Quelles sont les principales technologies transformatrices qui sont nécessaires pour soutenir la mise en œuvre d'un programme de renforcement de la résilience ?
* Quelles politiques, stratégies et compétences axées sur l'emploi pourraient aider à constituer une main-d'œuvre résiliente, capable de mieux passer d'un emploi ou d'un secteur à l'autre lorsqu'elle est frappée par des chocs internes et externes ?
* Quel rôle l'OEA peut-elle jouer pour renforcer et améliorer l'innovation et l’entrepreneuriat dans les Amériques ?
* Quel rôle l'OEA peut-elle jouer pour tirer parti des atouts uniques et des forces concurrentielles de la région et aider les entreprises à se redresser économiquement après la perturbation ?
* Comment perfectionner le pôle de sorte qu’il fasse participer un plus grand nombre d’États membres et qu’il relie les communautés et les écosystèmes d'innovation et d'entrepreneuriat ?

Pour cette réunion, le Secrétariat général de l'OEA, au nom du Président du CIDI, a invité les orateurs ci-après :

* M. Kenneth Green, associé directeur, Advance Global Partners, Dominique
* M. Pablo Zamora, entrepreneur et co-fondateur de NotCo, Chili

1. **Résultat de la réunion**

La réunion devrait donner aux États membres de l'OEA l’occasion de :

1. participer à un débat constructif sur leurs objectifs et défis communs pour diversifier leurs économies et réduire leurs vulnérabilités, en particulier dans le contexte de la pandémie ;
2. déterminer les mesures concrètes qu'ils peuvent prendre ou maintenir, aux niveaux national et régional, pour soutenir les efforts d'innovation et de technologie par le biais du pôle et d'autres initiatives de la COMCYT et du SEDI ;
3. convenir d'actions de coopération et de partenariat de nature multilatérale pour renforcer la résilience par l'innovation, la technologie et l’entrepreneuriat afin d'éviter ou d'atténuer l'impact des chocs internes et externes dans les États membres.

CIDI04799F01

1. . The World Bank in Latin America and the Caribbean, An Overview (2019) <https://www.worldbank.org/en/region/lac/overview>. [↑](#footnote-ref-1)
2. CEPALC**,** [**Estudio Económico de América Latina y el Caribe 2020. Principales condicionantes de las políticas fiscal y monetaria en la era pospandemia de COVID-19**](https://www.cepal.org/es/publicaciones/46070-estudio-economico-america-latina-caribe-2020-principales-condicionantes)**.** Octobre 2020. [↑](#footnote-ref-2)
3. . Updated Science and Technology Indicators (2018) <http://www.ricyt.org/en/> [↑](#footnote-ref-3)
4. . <http://www3.weforum.org/docs/WEF_TheGlobalCompetitivenessReport2019.pdf> [↑](#footnote-ref-4)
5. . Indice mondial de l'innovation 2019, <https://www.globalinnovationindex.org/Home>. Les trois premières économies de la région sont le Chili (51e), suivi du Costa Rica (55e) et du Mexique (56e). Suivent l'Uruguay (62e), le Brésil (66e) et la Colombie (67e). Malgré des améliorations progressives et des initiatives encourageantes, l'Indice observe qu’« aucun signe clair de décollage significatif n'est visible » et que le potentiel d'innovation de la région ALC reste largement inexploité. [↑](#footnote-ref-5)
6. . Cherif & Hasanov, The Return of the Policy that shall not be Named: Principles of Industrial Policy, IMF WP/19/74 (2019), <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2019/03/26/The-Return-of-the-Policy-That-Shall-Not-Be-Named-Principles-of-Industrial-Policy-46710> [↑](#footnote-ref-6)
7. . Id. [↑](#footnote-ref-7)
8. . Looking at Discontinuous Change through a Systemic Competitiveness Lens, https://www.mesopartner.com/fileadmin/media\_center/Annual\_Reflections/AR2018\_ENG\_Art8\_01.pdf [↑](#footnote-ref-8)
9. . Id. [↑](#footnote-ref-9)